

*Initiatives ministérielles*

dans des programmes du gouvernement autrement souhaitables, et tous les Canadiens en souffriront.

Dans ce contexte, il est important de noter que le budget du Parti réformiste ne porterait pas atteinte à la création d'emplois; bien au contraire, il la stimulerait. Cela s'explique par le fait que, d'une part, les compressions recommandées de 1,5 p. 100 du PIB ne représentent que la moitié de la croissance économique normale de 3 p. 100 par année, qui a été rendue célèbre dans le livre rouge. D'autre part, la baisse des taux d'intérêt et le rétablissement de la confiance en l'avenir financier du pays dont a parlé le gouverneur de la Banque du Canada ferait croître la demande d'un pourcentage supérieur aux pertes causées par les compressions.

La quatrième raison pour la présentation de notre programme, c'est que plus on retarde la réduction des dépenses, plus la dette s'accumule, ce qui entraîne une hausse des paiements d'intérêt et d'autres réductions des dépenses de programmes dans l'avenir. J'en veux pour preuve éclatante le fait qu'au cours du présent exercice, les dépenses du gouvernement sont restées au même niveau que l'an dernier, soit 120 milliards de dollars, malgré des réductions de dépenses de programmes de 11 milliards de dollars. Les économies réalisées ont servi à payer les frais d'intérêt plus élevés.

• (1225)

Plus grave encore, si, comme le recommandait le Parti réformiste, le gouvernement avait prévu des compressions plus grandes dans son premier budget, au début de 1994, il pourrait maintenant annoncer un excédent pour la fin de son mandat sans devoir procéder à d'autres compressions. La dette du Canada serait aujourd'hui beaucoup plus basse et les dépenses au titre des programmes n'auraient pas à être réduites autant qu'elles devront l'être.

Avec la façon libérale d'équilibrer le budget, les dépenses au titre des programmes sociaux et autres devront être inférieures à ce qu'elles seraient selon la façon réformiste. J'espère que les députés libéraux de l'arrière-ban prennent note de l'ironie de la situation. Qu'ils pensent aussi que le ministre n'aurait pas, comme il le dit dans son rapport, à annoncer qu'il faut renoncer à la promesse faite dans le livre rouge de maintenir le niveau des dépenses au titre des programmes sociaux et autres, que les libéraux aiment tant, eux qui croient que le gouvernement est à l'origine de tout ce qui se fait de bien en ce bas monde.

Je vous cite une phrase. C'est une façon détournée de renier le livre rouge. «Nous ne serions pas tout à fait francs si nous affirmions que nous faisons tout ce que nous voudrions à l'égard des deux grandes priorités que sont la création d'emplois et l'élargissement des programmes sociaux.» Il suffit de remplacer «tout ce que nous voudrions» par «tout ce que nous avons promis dans le livre rouge» pour comprendre que les promesses du livre rouge sont discrètement abandonnées.

Enfin, je voudrais parler du rythme de réduction des dépenses que nous proposons. Les Canadiens deviennent cyniques et ils sont déçus. Depuis des années, on leur répète inlassablement qu'il faut réduire les dépenses. Chaque jour, ils apprennent qu'il y a eu de nouvelles mises à pied, des réductions des services gouvernementaux et des hausses d'impôts, mais le déficit conti-

nue d'ajouter des millions à la dette chaque année. Pas étonnant que les Canadiens s'inquiètent et ne dépensent pas assez pour générer la forte croissance économique à laquelle nous devrions assister en ce moment, tant d'années après la fin de la récession.

Toute la croissance économique et tous les nouveaux emplois dont les libéraux s'attribuent effrontément le crédit depuis leur arrivée au pouvoir ne sont attribuables qu'à la croissance économique aux États-Unis. Toute l'augmentation de notre production est attribuable aux exportations. Les libéraux ont été chanceux, c'est tout.

La population ne dépense pas parce qu'elle n'a pas confiance. Les Canadiens ont besoin d'être mis en confiance et ils ont aussi besoin d'espoir. Il leur faut voir la lumière au bout du tunnel. La plus grande faille du plan budgétaire des libéraux, c'est qu'il ne met pas les Canadiens en confiance et ne leur donne pas d'espoir, contrairement au plan réformiste.

Nous pourrions offrir un allègement général du fardeau fiscal grâce aux revenus excédentaires dont nous disposerions une fois libérés du poids du déficit. Nous réduirions le fardeau de la dette de manière à offrir encore plus d'allègements fiscaux dans l'avenir.

Ces allègements fiscaux se feraient dans le cadre d'une réforme fiscale qui sonnerait le glas de l'abominable TPS. Nous offririons de l'espoir à la jeune génération, qui, dans l'état actuel des choses, verra la dette atteindre 75 p. 100 du PIB, à 600 milliards de dollars, voire à un billion de dollars, sans compter les intérêts, d'ici à ce que le gouvernement ait réalisé ses timides compressions.

J'ai récemment assisté à une conférence sur l'avenir de nos programmes sociaux et sur les problèmes associés à la génération du baby-boom. Selon certains actuaire, en 2030, il faudra trouver 50 milliards de dollars pour payer les prestations de la Sécurité de la vieillesse, l'assurance-maladie et les pensions du RPC. Ces 50 milliards de dollars devront être produits par une génération qui comptera moins de personnes en âge de travailler qu'il y en a actuellement.

C'est dire qu'il faudrait augmenter l'impôt sur le revenu des particuliers de 50 p. 100.

• (1230)

La jeune génération devrait se révolter. Nous devons nous préoccuper non seulement du programme de sécurité sociale que nous laissons comme mandat aux générations futures, mais aussi de cet autre héritage que nous leur léguons, soit une dette s'élevant à près de un billion de dollars. Ce montant sera facilement atteint, particulièrement si nous prenons en compte la dette fédérale et les dettes des provinces. Nous atteindrons certainement ce chiffre si nous avons une récession et si certaines autres choses dont les témoins ont parlé se concrétisent.

C'est un des grands scandales cachés: nous, à la Chambre, continuons d'emprunter de l'argent, forçant les jeunes, qui ont déjà du mal à gagner leur vie, et les générations qui ne sont pas encore nées à financer notre style de vie. Le fardeau de la dette n'a jamais été aussi lourd dans l'histoire de notre pays et est l'un des plus lourds dans l'histoire du monde. Nous demandons aux gens qui ne peuvent pas encore voter de se serrer la ceinture pour que nous puissions vivre au-delà de nos moyens.